

Nous, Maire de VILLENEUVE D'ASCQ,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu l'arrêté n°23-AT-33075 en date du 20/11/2023

Considérant que travaux en cours

N°23-AT-33142

ARRÊTONS

ARTICLE 1

Les dispositions de l'arrêté 23-AT-33075 du 20/11/2023, portant réglementation de la circulation RUE MARCEL BOUDERIEZ, du ROND POINT DE TOURNAI jusqu'à la RUE DES MERISIERS, sont prorogées jusqu'au 29/12/2023.

ARTICLE 2

Pendant la durée des travaux du 17/11/23 au 15/12/23, la rue des Merisiers est barrée, pour tous les véhicules, à l'intersection quelle forme avec la rue Marcel Bouderiez et une déviation sera mise en place par EUROVIA.

ARTICLE 3

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police de Villeneuve d'Ascq et Monsieur le Chef de la Police Municipale de Villeneuve d'Ascq sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché selon la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera adressé à :

DREAL, ESTERRA, Police Municipale, FNT, CRICR, SDIS, ILEVIA, Monsieur le Président de la Métropole Européenne de Lille, Monsieur Vivien CANIPEL (EUROVIA) et Direction Départementale de la Sécurité Publique



Fait à VILLENEUVE D'ASCQ,
le 07/12/2023
Le Maire,
Gérard CAUDRON

Affiché le : 13 DEC. 2023

DIFFUSION :

- Monsieur Vivien CANIPEL (EUROVIA)
- DREAL
- ESTERRA
- Police Municipale
- FNT
- CRICR
- SDIS
- ILEVIA
- Direction Départementale de la Sécurité Publique

- POLICE NATIONALE
- MEL (2)
- MEL (1)
- Mairies de Quartiers
- Mairie Hôtel de Ville
- WEBMESTRE

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

Gérard CAUDRON

Maire

Vice-Président de la Métropole Européenne de Lille



Nous, Maire de VILLENEUVE D'ASCQ,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté n°23-AT-33011 en date du 10/11/2023, portant réglementation de la circulation, du 01/09/2023 au 29/12/2023, RUE MARCEL BOUDERIEZ, du ROND POINT DE TOURNAI jusqu'à la RUE DES MERISIERS

Considérant que des travaux de voirie de la rue Marcel Bouderiez rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 01/09/2023 au 29/12/2023 RUE MARCEL BOUDERIEZ

N°23-AT-33075

ARRÊTONS

ARTICLE 1

L'arrêté n°23-AT-33011 en date du 10/11/2023, portant réglementation de la circulation RUE MARCEL BOUDERIEZ, du ROND POINT DE TOURNAI jusqu'à la RUE DES MERISIERS, est abrogé.

ARTICLE 2

À compter du 01/09/2023 et jusqu'au 29/12/2023, les prescriptions suivantes s'appliquent RUE MARCEL BOUDERIEZ, du ROND POINT DE TOURNAI jusqu'à la RUE DES MERISIERS :

- La circulation des poids lourds est interdite pendant toute la durée des travaux la circulation des poids-lourds est interdite sauf la société DIFCOM ;
- Pendant la durée des travaux du 17/11/23 au 04/12/23, la rue des Merisiers est barrée, pour tous les véhicules, à l'intersection qu'elle forme avec la rue Marcel Bouderiez et une déviation sera mise en place par EUROVIA ;
- Un rétrécissement de chaussée, compte tenu d'un empiètement temporaire sur une partie de la chaussée, entraîne une modification des conditions de circulation et de stationnement. La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h. La circulation est alternée par B15+C18 et feux. Les emplacements de stationnement situés au droit de l'empiètement sont neutralisés.
- A compter du 01/09/2023 et jusqu'au 29/12/2023, la vitesse des véhicules de toute nature est limitée à 30km/h. Le carrefour à feux tricolores rue Marcel Bouderiez, boulevard Bizet, rue du Moulin d'Ascq, sera mis à l'extinction et la circulation sera gérée par un système de priorité à droite. ;

ARTICLE 3

Il sera demandé à l'entreprise de rétablir la circulation au plus tard à 19h00.

ARTICLE 4

Durant cette période, la circulation des piétons, des personnes à mobilité réduite et des cyclistes sera maintenue en permanence par un itinéraire de déviation sécurisé sur une largeur de 1,40m minimum. Une signalisation conforme à la réglementation en vigueur au niveau des passages piétons les plus proches, invitant les usagers de la voie publique à prendre le trottoir d'en face sera mis en place par EUROVIA.

ARTICLE 5

Durant cette période, l'accès aux habitations sera maintenu en permanence par EUROVIA et la collecte des ordures ménagères devra être facilitée avant le passage de la société de ramassage: Les bacs de collecte doivent être sortis sur la voie publique dans un espace accessible aux véhicules de ramassage et occuper une place soit sur le trottoir soit sur la chaussée de telle façon que la libre circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite sont prioritaires et qu'aucun bac ne doit leur faire obstacle ni les obliger à descendre sur la chaussée.

ARTICLE 6

La pose, l'entretien et l'éclairage de la signalisation temporaire de chantier se feront à la diligence et sous la responsabilité de EUROVIA demeurant 84 Route Nationale 59710 AVELIN représentée par Monsieur Vivien CANIPEL pour une meilleure information des riverains, l'arrêté sera affiché sur les lieux d'intervention 48H avant le démarrage des travaux et EUROVIA joindra la Police Municipale au 03.20.34.34.34 qui pourra procéder au constat.

ARTICLE 7

En cas de défaillance de l'entreprise au niveau de la propreté, la ville pourra se substituer à elle et faire exécuter le nettoyage au frais de EUROVIA.

ARTICLE 8

En cas d'emprise au sol, les demandeurs devront fournir à la ville copie de l'autorisation de permission de voirie délivrée par le propriétaire de la voie.

ARTICLE 9

Les renseignements auprès des concessionnaires du sous-sol seront à obtenir par le demandeur et il lui appartiendra de faire les déclarations (DICT) et de se conformer au règlement de voirie en vigueur.

ARTICLE 10

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, EUROVIA.

ARTICLE 11

Dès la fin de l'occupation, le bénéficiaire est tenu d'enlever tous les panneaux de déviation et de signalisation routière, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

ARTICLE 12

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police de Villeneuve d'Ascq et Monsieur le Chef de la Police Municipale de Villeneuve d'Ascq sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché selon la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera adressé à : DREAL, ESTERRA, Police Municipale, FNT, CRICR, SDIS, ILEVIA, Monsieur le Président de la Métropole Européenne de Lille, Monsieur Vivien CANIPEL (EUROVIA) et Direction Départementale de la Sécurité Publique



Fait à VILLENEUVE D'ASCQ,
le 20/11/2023
Le Maire,

Gérard CAUDRON

Affiché le : **29 NOV. 2023**

DIFFUSION:

- EUROVIA
- DREAL
- ESTERRA
- FNT
- CRICR
- SDIS
- Police Municipale
- ILEVIA
- Direction Départementale de la Sécurité Publique
- POLICE NATIONALE
- Mairies de Quartiers
- Mairie Hôtel de Ville

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.